ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 5 août 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962", a donné le 10 septembre 1975 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 5e augustus 1975 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten", heeft de 10e september 1975 het volgend advies gegeven :

Les définitions de l'engagement et du rengagement qui figurent à l'article 1er sont contradictoires entre elles. En effet, le milicien qui a accompli son service actif n'a contracté aucun "engagement" et ne saurait donc contracter un "rengagement.

Ces définitions sont également en contradiction avec l'article 78 des lois sur la milice (article 14 du projet) qui permet aux miliciens qui accomplissent leur terme de service actif de contracter un engagement ou un rengagement, alors que selon les définitions de l'article 1er le rengagement est une obligation prise par le milicien qui a accompli son terme de service actif.

Elles sont en contradiction enfin avec l'article 80.

Il y a lieu de mettre ces diverses dispositions en concordance entre elles, soit en supprimant ou en corrigeant les définitions inexactes de l'article 1er, soit en modifiant ou en abrogeant l'article 80 et de revoir l'article 78 à la lumière de la solution qui sera donnée.

Le Conseil d'Etat estime que la meilleure de ces solutions serait de supprimer les définitions de l'article 1er, d'abroger l'article 80 et de rédiger l'article 78 comme suit :

.../...

"Article 78.-

Les miliciens qui accomplissent leur terme de service actif peuvent être admis à contracter un engagement, qui prend cours immédiatement".

*

L'avant-dernier alinéa de l'article 3, § 3, du projet devrait former un paragraphe 7 nouveau qui compléterait, par un alinéa 3, l'article 12, § 2, des lois coordonnées.

Au même § 3, le dernier alinéa doit être omis; cette disposition figure déjà dans l'article 12, § 2, alinéa 2, des lois coordonnées, où elle a été insérée par la loi du 30 juillet 1974, article 1er, 4°.

*

Le projet soulève en outre diverses observations de forme qui sont reprises dans le texte ci- après :

"Article 1er (article 2 du projet).

A l'article 10 des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, 1°, alinéa 5, modifié par la loi du 4 juillet 1964, les mots "mais avant déduction des sommes prévues aux articles 15, § 1er, 5°, et 18, § 2, de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus" sont supprimés;

.../...

2° au § 3, les mots "ou de licencié en sciences nucléaires" sont remplacés par les mots "de docteur ou de licenciés en sciences nucléaires";

3° au § 4, 1°, les mots "utile à l'armée" et "ces branches de l'art de guérir sont délivrées par le Ministre de la Défense nationale" sont supprimés;

4° au § 4, le 5° est remplacé par la disposition suivante : "5° pour les inscrits qui résident effectivement et habituellement hors d'Europe".

Article 2 (article 3 du projet).

A l'article 12, § 1er, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 30 juillet 1974, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par la disposition suivante : "1° L'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit aux cinq premiers sursis et qui, à partir du 1er janvier ou après le 1er janvier de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 18 ans, a sa résidence effective et habituelle hors d'Europe";

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante : "4° ...";

3° le 5°, modifié par la loi du 30 juillet 1974, est complété par les dispositions suivantes : "...";

4° au 5bis, inséré par la loi du 30 juillet 1974, les subdivisions a et c sont remplacées respectivement par les dispositions suivantes :

"a) ...;
c) ...";

.../...

5° au 6°, les mots "...";

6° le § 1er est complété comme suit :
"8° ...".

Article 3 (article 4 du projet).

L'article 13 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante : "Article 13 ...".

Article 4 (article 5 du projet).

A l'article 16 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 9 mai 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, les mots "et le Ministre des Affaires étrangères" sont supprimés;

2° au § 4, modifié par les lois du 9 mai 1969 et du 15 juillet 1974, les mots "a cessé de réunir" sont remplacés par les mots " a rempli ";

3° l'article est complété comme suit : "§ 6 ...".

Article 5 (article 6 du projet).

L'article 17 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 7 juillet 1966, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 17, § 1er.

1° (texte actuel);

2° (article 6, § 1er du projet).

§ 2 (article 6, § 2 du projet)".

.../...

Article 6 (article 7 du projet).

L'article 18 des mêmes lois coordonnées, est complété par l'alinéa suivant : (comme au projet).

Article 7 (article 8 du projet).

A l'article 20 des mêmes lois coordonnées, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 3, alinéa 1er, les mots "avant la date à laquelle le demandeur doit rejoindre son unité pour accomplir le terme de service actif" sont remplacés par les mots "avant le 1er mai ...(le texte comme au projet) ";

2° au § 3, alinéa 2, la référence "12, § 1er, 1°" est remplacée par la référence : "12, § 1er, 1° et 8°";

3° l'article est complété comme suit : "§ 5 ...".

Article 8 (article 9 du projet).

L'article 22 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 22".

Article 9 (article 10 du projet).

A l'article 24, § 1er, les mots "D'un magistrat effectif, suppléant ou honoraire" sont remplacés par les mots "D'un magistrat effectif ou suppléant".

Article 10 (article 11 du projet).

A l'article 32, 4°, les mots "au Ministre de l'Intérieur" sont remplacés par les mots "au président du Conseil supérieur de milice, au ministère de l'Intérieur".

.../...

Article 11 (article 11 du projet).

L'article 34 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 34. L'acte d'appel du gouverneur de province est motivé; il est adressé au président du Conseil supérieur de milice, au ministère de l'Intérieur, dans les quinze jours à compter de la prononciation de la décision attaquée".

Le gouverneur de province notifie une copie de son acte d'appel au milicien.

Article 12 (article 10 du projet).

A l'article 38, § 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots : "D'un magistrat effectif, suppléant ou honoraire" sont remplacés par les mots "D'un magistrat effectif ou suppléant".

Article 13 (article 12 du projet).

Article 14 (article 13 du projet).

L'article 66, § 2, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante : "§ 2 (il convient de subdiviser en 1°, 2°, 3° comme le font les lois coordonnées dans leur ensemble et au 3° de remplacer "suite à un accident survenu ou à une maladie ..." par "à la suite d'un accident survenu ou d'une maladie ...").

.../...

Article 15 (article 14 du projet).

L'article 78, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, est remplacé par la disposition suivante : "Les miliciens ..." (voir observation ci-dessus).

Article 16 (article 15 du projet).

Article 17 (article nouveau).

L'article 80 des mêmes lois coordonnées est abrogé (voir avis).

Article 18 (article 16 du projet).

L'article 83, alinéa 3, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 4 juillet 1964, est complété par la disposition suivante "...".

Article 19 (article 17 du projet).

L'article 87 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois du 7 juillet 1966, du 15 juillet 1974 et du 30 juillet 1974, est remplacé par la disposition suivante:

"Article 87. ...".

Article 20 (article 18 du projet).

L'article 99 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 14 janvier 1975, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 99. ...".

.../...

Articles 21 et 22 (articles 19 et 20 du projet).

Article 23 (article 22 du projet).

a) il convient de remplacer "légales" par "législatives" et "numérotation" par "numérotage"; dans le texte néerlandais, il convient de remplacer, au 1°, "artikels" par "artikelen" et, au 3°, "eenvormigheid" par "eenheid";

b) à l'alinéa 2, on pourrait écrire : "Les coordinations porteront ... (la suite comme au projet)".

Article 24 (article 21 du projet).

De omschrijvingen van de dienstneming en wederdienstneming in artikel 1 zijn onderling in tegenspraak. De dienstplichtige die zijn werkelijke diensttermijn heeft vervuld, heeft geen enkele "dienstneming" aangegaan en kan derhalve geen "wederdienstneming" aangaan.

Die omschrijvingen zijn ook in tegenspraak met artikel 78 van de dienstplichtwetten (artikel 14 van het ontwerp) hetwelk de dienstplichtigen die hun werkelijke diensttermijn vervullen toestaat een dienstneming of een wederdienstneming aan te gaan, terwijl de wederdienstneming volgens de omschrijvingen van artikel 1 een verbintenis is, aangegaan door de dienstplichtige die zijn werkelijke diensttermijn heeft vervuld.

Zij zijn tenslotte ook in tegenspraak met artikel 80

Al die bepalingen zou men met elkaar in overeenstemming moeten brengen, hetzij door de onjuiste omschrijvingen in artikel 1 te schrappen of te verbeteren, hetzij door artikel 80 te wijzigen of op te heffen en artikel 78 te herzien in het licht van de gekozen oplossing.

De Raad van State is van oordeel dat het beste zou zijn, de omschrijvingen van artikel 1 achterwege te laten, artikel 80 op te heffen en artikel 78 als volgt te lezen :

"Artikel 78.-

De dienstplichtigen die hun werkelijke diensttermijn vervullen kan worden toegestaan een dienstneming aan te gaan, die onmiddellijk ingaat".

*

.../...

Het voorlaatste lid van artikel 3, § 3, van het ontwerp zou een nieuwe paragraaf 7 moeten worden, welke artikel 12, § 2, van de gecoördineerde wetten met een derde lid zou aanvullen.

In die § 3 moet het laatste lid worden geschrapt; die bepaling komt reeds voor in artikel 12, § 2, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, waar zij is ingevoegd bij de wet van 30 juli 1974, artikel 1, 4°.

*

Bij het ontwerp zijn voorts een aantal opmerkingen te maken die uit de hiernavolgende tekst blijken.

"Artikel 1 (artikel 2 van het ontwerp).

In artikel 10 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1964, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, vijfde lid, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1964, worden de woorden "maar vóór aftrek van de sommen bedoeld in de artikelen 15, § 1, 5°, en 18, § 2, van de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen" geschrapt;

2° in § 3 worden de woorden "van licentiaat in de kernwetenschappen" vervangen door de woorden "van doctor of licentiaat in de kernwetenschappen";

3° in § 4, 1°, worden de woorden "welke dienstig is voor het leger" en "Deze takken van de geneeskunde worden bepaald door de Minister van Landsverdediging" geschrapt;

4° in § 4 wordt 5° vervangen door de volgende bepaling :
"5° voor ingeschreven die werkelijk en gewoonlijk verblijf houden buiten Europa".

.../...

Artikel 2 (artikel 3 van het ontwerp).

Aan artikel 12, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1974, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 1° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1° de ingeschrevene die wegens zijn leeftijd geen recht meer heeft op de eerste vijf uitstellen en die, vanaf 1 januari of na 1 januari van het jaar tijdens hetwelk hij 18 jaar wordt, zijn werkelijke en gewone verblijfplaats buiten Europa heeft";

2° 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"4° ...";

3° 5°, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1974, wordt aangevuld met de volgende bepalingen : "Als broederdienst wordt niet beschouwd ... (zoals in het ontwerp) ...";

4° in 5bis, ingevoegd bij de wet van 30 juli 1974, worden de onderverdelingen a en c onderscheidenlijk vervangen door de volgende bepalingen :

"a) ...;

c) ....";

5° in 6° worden de woorden "...";

6° § 1 wordt aangevuld als volgt :

"8° ...".

Artikel 3 (artikel 4 van het ontwerp).

Artikel 13 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling : "Artikel 13 ...".

.../...

Artikel 4 (artikel 5 van het ontwerp).

In artikel 16 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 9 mei 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3 worden de woorden "en door de Minister van Buitenlandse Zaken" geschrapt;

2° in § 4, gewijzigd bij de wetten van 9 mei 1969 en van 15 juli 1974, worden de woorden "... heeft opgehouden de bij § 2 gestelde verblijfsvoorwaarde te vervullen" vervangen door de woorden "de bij § 2 gestelde verblijfsvoorwaarde heeft vervuld";

3° het artikel wordt aangevuld als volgt : "§ 6 ...".

Artikel 5 (artikel 6 van het ontwerp).

Artikel 17 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1966, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 17, § 1.

1° (huidige tekst);

2° (artikel 6, § 1, van het ontwerp).

§ 2 (artikel 6, § 2, van het ontwerp)".

Artikel 6 (artikel 7 van het ontwerp).

Artikel 18 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt aangevuld met het volgende lid : (zoals in het ontwerp).

Artikel 7 (artikel 8 van het ontwerp).

In artikel 20 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° in § 3, eerste lid, worden de woorden "vóór de datum waarop de aanvrager zich bij zijn eenheid ter vervulling van zijn werkelijke diensttermijn moet vervoegen" vervangen door de woorden "voor de eerste mei onmiddellijk volgend op de maand januari gedurende welke de aanvraag normaal moest worden ingediend";

2° in § 3, tweede lid, wordt de verwijzing "12, § 1, 1°" vervangen door de verwijzing : "12, § 1, 1° en 8°";

3° het artikel wordt aangevuld als volgt : "§ 5 ...".

Artikel 8 (artikel 9 van het ontwerp).

Artikel 22 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 22".

Artikel 9 (artikel 10 van het ontwerp).

In artikel 24, § 1, worden de woorden "een effectief, plaatsvervangend of ere-magistraat" vervangen door de woorden "een werkend of plaatsvervangend magistraat".

Artikel 10 (artikel 11 van het ontwerp).

In artikel 32, 4°, worden de woorden "aan de Minister van Binnenlandse Zaken" vervangen door de woorden "aan de voorzitter van de Hoge Militieraad bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken".

Artikel 11 (artikel 11 van het ontwerp).

Artikel 34 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

.../...

"Artikel 34. De akte van beroep van de gouverneur is met redenen omkleed; zij wordt binnen vijftien dagen na de uitspraak van de bestreden beslissing toegezonden aan de voorzitter van de Hoge Militieraad bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken".

De provinciegouverneur notificeert een afschrift van zijn akte van beroep aan de dienstplichtige.

Artikel 12 (artikel 10 van het ontwerp).

In artikel 38, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "een effectief, plaatsvervangend of ere-magistraat" vervangen door de woorden "een werkend of plaatsvervangend magistraat".

Artikel 13 (artikel 12 van het ontwerp).

Artikel 14 (artikel 13 van het ontwerp).

Artikel 66, § 2, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :
"§ 2 (er dient onderverdeeld te worden in 1°, 2°, 3°, zoals over het geheel van de gecoördineerde wetten wordt gedaan, en in 3° vervange men "ingevolge een ongeval overkomen of een ziekte opgedaan ..." door "ten gevolge van een ongeval overkomen of een ziekte opgedaan ...").

Artikel 15 (artikel 14 van het ontwerp).

Artikel 78, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling : "De dienstplichtigen ..." (zie opmerking hierboven).

.../...

Artikel 16 (artikel 15 van het ontwerp).

Artikel 17 (nieuw artikel).

Artikel 80 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven (zie advies).

Artikel 18 (artikel 16 van het ontwerp).

Artikel 83, derde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1964, wordt aangevuld met de volgende bepaling : "...".

Artikel 19 (artikel 17 van het ontwerp).

Artikel 87 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 7 juli 1966, 15 juli 1974 en 30 juli 1974, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 87. ...".

Artikel 20 (artikel 18 van het ontwerp).

Artikel 99 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 19 januari 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 99. ...".

Artikelen 21 en 22 (artikelen 19 en 20 van het ontwerp).

Artikel 23 (artikel 22 van het ontwerp).

a) men vervange onder 1° "artikels" door "artikelen" en onder 3° "eenvormigheid" door "eenheid"; in de Franse tekst vervange men "légales" door "législatives" en "numérotation" door "numérotage";

.../...

b) in het tweede lid schrijve men "De coördinaties zullen het volgende ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 24 (artikel 21 van het ontwerp).

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
A. VANDER STICHELE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANDER STICHELE.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANDER STICHELE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.